

AYA - Appui aux indiens Yanomami d'Amazonie

13, Rue des Bossons - CH - 1213 Onex / Genève - CCP 17-55066-2

Quelques brèves concernant l'Amazonie et les Indigènes du Brésil

AYA Info - No 129

Genève, le 27 octobre 2019

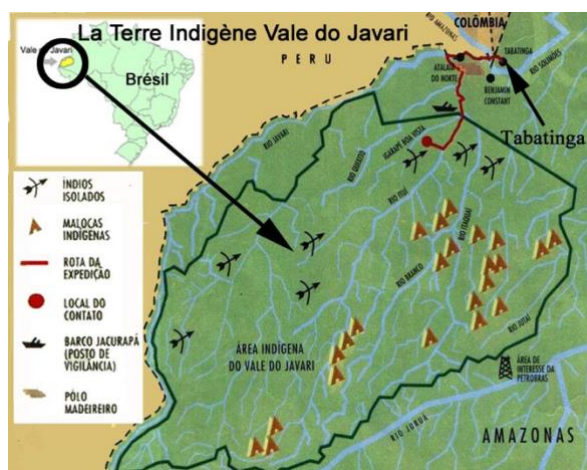
"AYA Info" est en ligne sur deux sites Internet : Humanitaire.ws et MCI

Conformément à ce qui a été annoncé dans le bulletin No 123, cette édition est la reprise des notes publiées dans le blog que la « Tribune de Genève » nous a invités à tenir dans son édition électronique. Ces notes, et les précédentes, sont consultables avec ce lien :

<http://bcomoli.blog.tdg.ch>

Note du 17 septembre 2019 :

Amazonie : un indigéniste a été assassiné



Le 6 septembre, en début de soirée, un collaborateur occasionnel de la Fondation Nationale de l'Indien – FUNAI, Maxciel Pereira dos Santos, plus connu sous le diminutif de « Maxi », a été assassiné à Tabatinga, une localité de l'État d'Amazonas, située à la frontière du Brésil, de la Colombie et du Pérou. Une enquête a été ouverte par la police, qui, pour l'heure, n'est pas en mesure d'affirmer que cet acte est en rapport avec son activité de protection des peuples indigènes de la Vallée du Javari. Cette [Terre Indigène](#) (TI) de 85'440 km² a été [démarquée en 2001](#) après une intense campagne. Elle abrite plusieurs peuples autochtones (Marubo, Matis, Kanamary, etc...) et des groupes qui vivent en état

d'isolement volontaire. De longue date*, elle est l'objet de fréquentes incursions de chasseurs, de pêcheurs, d'orpailleurs illégaux qui n'hésitent pas à s'en prendre aux bases de la FUNAI insuffisamment nombreuses ou équipées pour y faire face.

Le 8 septembre, la Coordination de l'Union des Peuples Indigènes de la Vallée du Javari -UNIVAJA a [publié une note](#) (relayée par l'Articulation des Peuples Indigènes du Brésil – APIB) dans laquelle elle rend hommage à la victime. Elle relève son engagement pour contenir les invasions constantes de cette Terre Indigène.

Pour l'association « [Indigénistes associés - INA](#) » qui regroupe des fonctionnaires de la FUNAI « *Il y a des indices que ce crime barbare ait été commis en représailles à son combat contre les pratiques illicites à l'intérieur de la Terre Indigène... Cet épisode tragique s'ajoute à beaucoup d'autres. Dans des contextes différents, mais de l'Amazonie à la région sud du pays, indigènes, collaborateurs et fonctionnaires agissent dans des conditions précaires et insuffisantes pour la protection des Terres Indigènes... l'INA sollicite des mesures minimales de travail et de sécurité inexistantes pour le moment...* »

L'organisation Opération Amazonie Native – [OPAN](#) a exprimé sa solidarité avec les fonctionnaires et les familiers de Maxciel !

La [FUNAI](#) demande à la police fédérale qu'elle procède aux enquêtes nécessaires... « *La mort de Maxciel représente une grande perte pour la Fondation nous laissant tous émus.* »

* Concernant la TI Vale do Javari, voir [AYA Info No 24](#) du 5 février 2008 et sur ce blog les notes des [18 février 2011](#) et [23 mars 2012](#)

PS : La carte date de 2012. Elle permet surtout de situer Tabatinga et la TI dans l'ouest du Brésil. Cliquer sur l'image pour en agrandir la taille.

Note du 30 septembre 2019 :

Bolsonaro à l'ONU : les indigènes protestent !

Le discours prononcé par Jair Bolsonaro, le 24 septembre à New-York devant l'Assemblée générale des Nations Unies a suscité de nombreuses réactions de la part d'organisations indigènes et indigénistes du Brésil. Le Président brésilien a consacré [un tiers de son intervention](#) à l'Amazonie et aux peuples indigènes brésiliens. À ce sujet, il s'adresse particulièrement à [Ysani Kalapalo](#), une indigène invitée dans la délégation officielle brésilienne.

Quelques extraits : « *Le Brésil est l'un des pays les plus riches en biodiversité et en minerais. Notre Amazonie est plus grande que toute l'Europe occidentale et reste pratiquement intouchée. Preuve que nous sommes un des pays qui protège le plus l'environnement. [...] Dans cette période de l'année, le climat sec et les vents favorisent les feux spontanés et aussi les criminels. Il faut relever qu'il existe aussi des feux pratiqués par les indiens et les populations locales. [...] Le Brésil ne va pas augmenter à 20% l'aire déjà démarquée comme terre indigène. [...] La vision d'un leader indigène ne représente pas celle de tous les indiens brésiliens. De nombreuses fois, quelques-uns de ces leaders, comme le cacique Raoni, sont manipulés par des gouvernements étrangers dans leur guerre médiatique pour défendre leurs intérêts en Amazonie. [...] Malheureusement quelques personnes à l'intérieur et à l'extérieur du Brésil, appuyées par des ONGs, insistent à traiter et maintenir nos indiens comme de véritables hommes des cavernes. Le Brésil a maintenant un président qui se préoccupe de ceux qui étaient là avant l'arrivée des Portugais. [...] L'indien ne veut pas être un latifundiste pauvre sur des terres riches. Spécialement des terres les plus riches du monde. C'est le cas des réserves [Yanomami](#) et [Raposa Serra do Sol](#). Dans ces réserves existe une grande abondance d'or, de diamant, d'uranium, de niobium et terres rares entre autres. Et ces territoires sont énormes. La réserve Yanomami seule compte approximativement 95'000 km², l'équivalent de la taille du Portugal ou de la Hongrie, cependant à peine 15'000 indiens vivent dans cette aire. Ceci démontre que ceux qui nous attaquent ne sont pas préoccupés de l'être humain qu'est l'indien, mais par les richesses en minerais et la biodiversité existantes dans ces aires.* »

Et pour montrer qu'il n'existe pas une autorité unique parmi les indiens, le Président lit une lettre rédigée par un « Groupe [d'agriculteurs indigènes](#) du Brésil ». Ce groupe soutient sans restriction la position d'Ysani Kalapalo qui, selon eux, peut expliquer la réalité vécue par les peuples indigènes du Brésil et répondre aux mensonges propagés par la presse nationale et internationale. « *Une nouvelle politique indigéniste est nécessaire au Brésil. Le temps presse ! [...] L'écologie radical et l'indigénisme dépassé ne s'accordent pas avec ce que veulent les peuples indigènes.* » [...] *Ysani Kalapalo est apte à représenter les ethnies signataires de cette lettre. Le monopole de monsieur Raoni est terminé.* » Le président aborde ensuite d'autres sujets...

Au Brésil même les organisations ont très vite réagi. D'abord, avant même la réunion de New York, une [quinzaine de leaders](#) des peuples indigènes du Xingu ont contesté la représentativité d'Ysani Kalapalo : « *Nous n'acceptons pas et n'accepterons jamais que le gouvernement brésilien désigne lui-même de notre représentation sans nous consulter à travers nos organisations et dirigeants soutenus par nous.* »

Le Front Amazonien de Mobilisation pour la Défense des Droits Indigènes (FAMDDI)* de Manaus a publié une [lettre ouverte](#) au Président signée par les représentants d'une dizaine d'associations : « *C'est avec angoisse et honte que les leaders autochtones et non autochtones reçoivent le discours du président brésilien au sujet des indigènes brésiliens, et plus spécifiquement ceux de l'Amazonie, objets d'attaques sans précédent depuis la colonisation.* » Les signataires reprochent au Président d'accuser les indigènes d'être les auteurs des incendies qui dévastent l'Amazonie et de les tromper en leur faisant croire qu'ils bénéficieront du pseudo développement promu par le gouvernement.

Au terme de sa note de protestation, la Coordination des Organisations Indigènes de l'Amazonie Brésilienne – [COIAB](#), qui représente 180 peuples, 300 organisations et plus de 430'000 indigènes, demande l'application de pénalités et de sanctions à l'égard du gouvernement brésilien pour ses

menaces à l'égard de la vie de l'humanité et de celle des peuples originaires du Brésil et de l'Amazonie.

L'Articulation des Peuples Indigènes du Brésil - [APIB](#) faïtière des peuples et organisations indigènes du pays a, elle aussi, publié une note de protestation. L'Articulation juge répugnant et ridicule le discours prononcé à l'ONU qu'elle estime être adressé par le Président à sa base électorale, forces économiques, politiques et militaires qui le soutiennent en raison d'intérêts pas toujours cachés. Elle estime qu'il a fait preuve de graves lacunes dans sa compréhension de l'histoire, de la réalité socioculturelle et de l'évolution de la législation nationale et internationale de son pays. Elle dénonce les accusations contre le cacique Raoni et les autres leaders qui défendent Mère Nature aux niveaux national et international. Elle qualifie de ridicule l'usage qui a été fait de la lettre des « Agriculteurs indigènes du Brésil » et la présence d'Ysani Kalapalo dans la délégation officielle. *« Et nous blâmons M. Bolsonaro pour les conflits qui, alimentés par ses discours publiquement anti-indigènes sont susceptibles d'attenter à nos vies »*. L'APIB demande à ses organisations de base et mouvements sociaux alliés *« de ne pas se laisser intimider et de ne jamais reculer dans la défense des droits fondamentaux indigènes, principalement le droit à la vie, aux terres et territoires occupés traditionnellement. »*

Le Cacique Raoni était récemment à la [Chambre des Députés](#) où il a eu l'occasion de répondre aux attaques du Président : *« Bolsonaro a dit que je ne suis pas un leader. C'est lui qui n'est pas un leader et il doit partir avant que quelque chose de très mauvais arrive. [...] Mon esprit est tranquille mes pensées sont pour la paix. Ma parole est pour le Bien Vivre. Je ne veux offenser personne. »* Raoni a été proposé « Prix Nobel de la Paix 2020 » par la [Fondation Darcy Ribeiro](#) de Rio de Janeiro.

*Document signé par le « Service et Coopération avec le Peuple Yanomami – SECOYA » le partenaire de AYA.

Note du 6 octobre 2019 :

Amazonie : Nouveaux Chemins pour l'Église et pour une Écologie intégrale

C'est l'intitulé de l'assemblée spéciale du [synode des Évêques d'Amazonie](#) convoqué au Vatican par le pape François. Une réunion commencée ce 6 octobre et qui se poursuivra jusqu'au 27 de ce même mois. Y participent les évêques et autres invités venant des neuf pays amazoniens*.

Le nombre de sujets, l'importance des enjeux (qui débordent largement le seul territoire amazonien) sont tels que ce synode a fait l'objet de nombreuses consultations préalables et d'une intense préparation au terme de laquelle un [document préparatoire](#) a été publié dès la mi-juin 2019.

Celui-ci comporte trois parties : 1.- La voix de l'Amazonie. 2.- Écologie intégrale : la clameur de la terre et des pauvres. 3.- Église prophétique en Amazonie : défis et espérances. À titre d'exemple dans la première partie, plusieurs paragraphes abordent les menaces qui pèsent sur la vie en Amazonie :

«D'après ce qui ressort des multiples consultations effectuées dans de nombreuses régions amazoniennes, les communautés considèrent que la vie en Amazonie est surtout menacée par : a) la criminalisation et les assassinats de dirigeants et de défenseurs du territoire ; b) l'appropriation et la privatisation des biens naturels comme l'eau ; c) les concessions forestières légales et l'entrée d'exploitants illégaux, d) la chasse et la pêche prédatrices, principalement dans les fleuves ; e) les mégaprojets : hydroélectriques, concessions forestières pour la production de monocultures, la construction de routes, de voies ferrées, le développement de projets miniers et pétroliers ; f) la contamination provoquée par toute l'industrie extractive qui entraîne des problèmes et des maladies surtout chez les enfants et les jeunes ; g) le trafic de drogue ; h) les problèmes sociaux liés à ces dangers, comme l'alcoolisme, la violence envers les femmes, le travail sexuel, le trafic de personnes, la perte de leur culture d'origine et de leur identité (langue, pratiques spirituelles et coutumes, et toutes les conditions de pauvreté auxquelles sont condamnés les peuples d'Amazonie. »

Les parties 2 et 3 comportent des suggestions. Ainsi, dans la deuxième partie - Écologie intégrale...

- cet extrait : *« Le défi qui se présente est un grand défi : comment remettre en état le territoire amazonien, le sauver de la dégradation néocolonialiste et le restaurer sur des bases d'un bien-être sain et authentique ? Nous devons aux communautés aborigènes d'avoir sauvé et cultivé l'Amazonie depuis des milliers d'années. Dans leur sagesse ancestrale, elles ont perpétué la conviction que toute la création est liée, ce qui mérite notre respect et engage notre responsabilité. La*

culture de l'Amazonie, qui intègre les êtres humains à la nature, constitue la référence pour construire un nouveau paradigme de l'écologie intégrale. L'Église devrait intégrer dans sa mission la sauvegarde de la Maison commune : a) en proposant des lignes d'action institutionnelles qui favorisent l'environnement. b) En concevant des programmes de formation formels et informels pour la sauvegarde de la maison commune pour ses agents pastoraux et ses fidèles, ouverts à toute la communauté en vue d' « un effort de conscientisation de la population sur la base des chap. V et VI de [l'encyclique Laudato Si'](#). c) en dénonçant la violation des droits humains et la destruction extractiviste. »

Dans la troisième partie - Église prophétique en Amazonie : défis et espérance - une des suggestions est particulièrement audacieuse : 2. « *Tout en affirmant que le célibat est un don pour l'Église, on se pose la question de savoir si, pour les zones les plus reculées de la région, il ne serait pas possible de procéder à l'ordination de personnes âgées, préférablement autochtones, respectées et acceptées par leur communauté, dans le but de garantir la possibilité d'offrir les Sacrements qui accompagnent et soutiennent la vie chrétienne.* ». En plus clair, il s'agit de la possibilité d'ordonner des femmes.

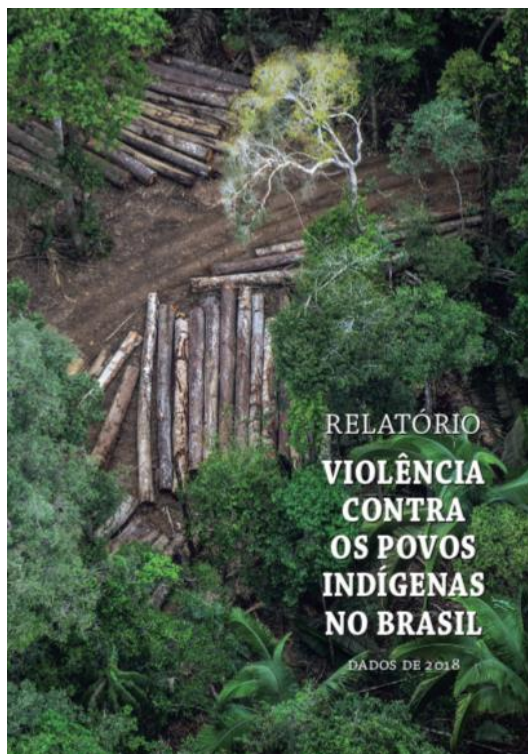
Le [déroulement des travaux](#) est prévu en trois phases. Pour commencer, chaque membre du synode présente aux autres la situation particulière de son Église. Ensuite, à la lumière de ces présentations, le rapporteur général du synode établit un certain nombre de suggestions et questions à débattre. Dans les derniers jours, les membres du synode sont appelés à voter sur des propositions concrètes. Au terme de l'assemblée, un rapport final sera rédigé et soumis au Pape. Il appartiendra à François de décider quels seront les « Nouveaux chemins » !

À diverses reprises, la presse brésilienne a fait état des « préoccupations » du gouvernement à l'égard de ce synode, mais une [note récente](#) de la Conférence Nationale des Évêques du Brésil - CNBB annonce que les divergences sont résolues entre Brasilia et l'organisation du synode.

*Bolivie, Brésil, Colombie, Équateur, Guyana, Guyane française, Pérou, Suriname et Venezuela.

Note du 17 octobre 2019 :

Brésil : Les violences contre les indigènes, des plaies institutionnalisées



« *Les violences contre les peuples indigènes deviennent des plaies institutionnalisées* » C'est le titre que donne Dom Roque Paloschi*, à la présentation du [Rapport annuel](#) 2019 du Conseil Indigéniste Missionnaire (CIMI)**, sur la « *Violence contre les Peuples Indigènes au Brésil* ». Il s'agit de données relevées en 2018. Comme les précédents rapports (voir PS 1), ces violences sont classées en plusieurs chapitres : Violence contre le patrimoine ; Violence contre la personne ; Violence par omission des pouvoirs publics (dans les domaines de l'éducation scolaire, de la santé, etc.) ; Violence contre les Peuples isolés ou de peu de contact. Chaque cas est documenté. Dans le domaine de la « Violence contre le patrimoine », les « Invasions de territoires, exploitation illégale de ressources naturelles et dommages au patrimoine », il a été noté 109 cas contre 96 en 2017. Et, pour les neuf premiers mois de 2019, des données partielles et provisoires font état de 160 cas. Pour illustrer ce type de violence, un article est consacré au peuple [Karipuna](#) occupant la Terre Indigène – TI du même nom, située dans l'État de Rondônia. Un peuple qui a été au bord de l'extinction. Dans les années 70, ils étaient huit, cinq adultes et trois enfants. Ils étaient 30

en 1994. Ils sont maintenant 55 ! Cette TI, de 1'530 km², [homologuée en 1998](#) « ... se trouve au

centre d'une région caractérisée par une grande et croissante pression exercée par des madeireiros, pêcheurs clandestins et grileiros. *** Cette lutte territoriale interdit aux Karipuna de se déplacer librement sur leur TI. Les envahisseurs entrent de tous les côtés sur leur territoire. [...] Les constantes invasions et l'incapacité de l'État à garantir la protection de la terre et du peuple, met les Karipuna sous une réelle menace d'un imminent génocide. [...] La destruction de la TI Karipuna est quatre fois supérieure à ce que disent les données officielles : 10'463 ha de forêt ont été dégradés et détruits depuis 1988. 80% de ces dommages se sont produits entre 2015 et 2018, période depuis laquelle il y a eu une intensification des invasions de madeireiros, garimpeiros*** et grileiros. [...] Les leaders Karipuna demandent avec insistance au gouvernement qu'il prenne des mesures pour le retrait du crime organisé qui agit à l'intérieur de leur terre.

Un autre article aborde la non-réalisation d'opérations au bénéfice des communautés indigènes prévues au budget. Ainsi seulement 67% des 796'000 Reais - R\$**** prévus pour le « Programme de conservation et usage de la biodiversité » ont été dépensés. Et 56% de l'enveloppe prévue (51,5 millions de reais) pour l'« Assainissement de base dans les villages indigènes » ont été utilisés. Il en va ainsi, dans des proportions variables pour la « Préservation Culturelle des Peuples Indigènes », la « Promotion des droits des peuples de récent contact ». Le budget pour la « Démarcation et Surveillance des Terres indigènes et la Protection des Peuples Isolés » n'a été dépensé qu'à 24,39% ou 12'123'215 R\$. Pour le CIMI, la non utilisation des moyens budgétaires est une forme d'agression contre les droits des peuples originaires.

À noter encore qu'au chapitre « Violence contre la personne », le rapport fait état d'une augmentation du nombre des assassinats : 135 en 2018 pour 110 en 2017. C'est dans l'État de [Roraima](#) qu'il en a été commis le plus : 62.

Dans l'introduction même de son document, le CIMI affirme que « les violations deviennent la règle et non pas l'exception ». Il considère « qu'il est d'importance capitale, dans le contexte politique et économique actuel du Brésil, que les forces démocratiques, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, mobilisent et coordonnent leurs actions de défense de la vie contre les politiques d'exclusion, de mort et de dévastation. » L'appel sera-t-il suivi d'effets ?

*Président du Conseil Indigéniste Missionnaire – CIMI et archevêque de Porto Velho (État du Rondônia, en Amazonie brésilienne)

**Une entité rattachée à la Conférence Nationale des Évêques du Brésil ([CNBB](#))

***Madeireiros : forestiers voleurs de bois ; grileiros : individus qui cherchent à s'approprier des terres au moyen de fausses écritures ; garimpeiros : orpailleurs illégaux.

****Taux de change au 16 octobre 2019 : 1 real (pluriel : reais > sigle R\$ ou BRL) = 0,24082 CHF

Illustration : Première de couverture du rapport publié le 24 septembre 2019 par le CIMI. Il s'agit d'une photo de Christian Braga /Greenpeace/CIMI prise en juin 2018 au-dessus de la TI Karipuna qui montre la destruction de la forêt par des madeireiros. **Cliquer** sur l'image pour en agrandir la taille.

PS 1 : Pour les années précédentes, voir sur ce blog les notes du [17 novembre 2018](#), [16 novembre 2017](#), [4 novembre 2016](#), [28 septembre 2015](#), [17 septembre 2014](#), [2 septembre 2013](#), [14 septembre 2012](#), [9 septembre 2011](#) et [3 août 2010](#)

Note du 23 octobre 2019 :

Un médecin au service des indigènes depuis plus de cinquante ans



João Paulo Botelho Vieira Filho (84 ans) est médecin, spécialiste en endocrinologie clinique, étudiant puis professeur à l'École de médecine de l'Université Fédérale de São Paulo. Son histoire de vie (1) est celle d'un véritable sacerdoce exercé depuis 1965 auprès d'une dizaine de peuples de l'Amazonie brésilienne centrale et orientale. Il est l'auteur de nombreux [articles et rapports](#) scientifiques

particulièrement consacrés au diabète mellitus de type 2 touchant les autochtones. Une épidémie pandémique causant obésité et surpoids, complications vasculaires, rénales, oculaires et nerveuses. Obligeant parfois à pratiquer des amputations. À l'origine : des facteurs génétiques ! Selon le médecin, les organismes des indigènes sont génétiquement marqués par des millénaires d'alimentation issue de la chasse, de la cueillette, de cultures de subsistance et d'activité physique. L'actuel abandon - par de nombreux peuples autochtones - de la diète traditionnelle pour passer à la diète « occidentale » hautement calorique avec une forte teneur en sucre et graisses et un mode de vie plus sédentaire est un désastre. Le docteur demande aux autorités de modifier le « panier de base » et les « goûters scolaires » qu'elles fournissent aux minorités génétiquement différentes.

Le Dr Botelho a aussi été un pionnier pour la vaccination des indigènes contre plusieurs affections : tuberculose, diphtérie, tétanos, paralysie infantile, rougeole, coqueluche et variole. Plus récemment, il a vacciné des fillettes de 9 et 10 ans contre le papillomavirus.

Son intervention chez les Xikrin (2) de la Terre Indigène (TI) [Xikrin do Cateté](#) a été essentielle pour la survie de ce peuple. Il a contribué à sa quasi renaissance démographique : d'à peine une centaine quand il les a connus en 1967, ils sont maintenant environ 1460.

Son action est encore importante. Elle va au-delà du problème du diabète. La vie de ces Xikrin est encore menacée (3). Les sites de production de la multinationale Vale SA (4) polluent en métaux lourds les deux rios Cateté et Itacaiunas d'importance vitale pour les habitants des trois villages Xikrin construits sur leurs rives. Le Dr Botelho a maintes fois attiré l'attention des autorités sur cette situation. À plusieurs reprises ses rapports ont servi de base pour des actions en justice. En 2017, un tribunal a fait cesser l'activité du site « Onça Puma ». Le 13 septembre dernier, Vale SA a publié [une information](#) selon laquelle le président du Tribunal Suprême Fédéral avait autorisé la reprise de l'activité sur ce site. À suivre !

Aidé par le photographe et vidéaste genevois, Aurélien Fontanet (5), le docteur utilise maintenant les réseaux sociaux. Il s'exprime (en portugais) sur une [chaîne YouTube](#).

João Paulo Botelho Vieira Filho est, de longue date, un allié fidèle et précieux des peuples indigènes. Chapeau !

(1) Un livre (en portugais) : “*Reminiscências de um médico na convivência com índios da Amazônia durante 53 anos (1965 – 2018)*” / João Paulo Botelho Vieira Filho / Editora Kelps / Goiânia / 2018 / 180 p. ISBN : 978-85-400-2629-2 / (2) Prononcer « Chikrine » / (3) Voir sur ce blog les notes du [6 septembre](#) 2018, [23 octobre](#) 2017, [9 septembre](#) 2016, [11 septembre](#) 2015, [23 décembre](#) 2014 et [12 mars](#) 2014 / (4) Vale SA a établi son siège international en Suisse, plus exactement à Saint-Prex, à une quarantaine de kilomètres de Genève. / (5) Aurélien Fontanet a créé un [site internet](#) et formé des Xikrin permettant à ces derniers de s'exprimer.

Photo : © Aurélien Fontanet. À gauche, le Docteur João Paulo Botelho Vieira Filho, à droite Aurélien Fontanet. Au fond, à gauche, le rio Cateté. Cliquer sur l'image pour en agrandir la taille

PS : L'activation des liens hypertextes ([en bleu](#)) renvoie à une partie des sources utilisées pour la rédaction de cette note. Ces sources, permettent d'en "savoir plus".